MARRAKECH
جامعة القاضي عياض
UNIVERSITÉ CADI AYYAD

CI2RC
CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS

MARRAKECH
جامعة القاضي عياض
UNIVERSITÉ CADI AYYAD
المدرسة العليا للتكنولوجيا الصويرة
L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE TECHNOLOGIE – ESSAOUIRA

TOURISME ENTREPRENARIAT ENVIRONNEMENT

2éme

CONGRÈS INTERNATIONAL DES TERRITOIRES INNOVANTS

SOUS LE THÉME

De l'intelligence en ville à la ville intelligente : les nouveaux paradigmes

Du 12 au 14 mars 2020



Friedrich Naumann STIFTUNG FÜR DIE FREIHEIT
Fondation Friedrich Naumann pour la Liberté
مؤسسة فريدريش ناومان من أجل الحرية

OCP

Fondation Jardin Majorelle

Association Essaouira Mogador

Mohammed VI Polytechnic University

Marocains Pluriels Association

AMSR Association Marocaine des Sciences Régionales

Institut Français Essaouira

GREFSO

Essaouira Innovation Lab

Essaouira Conseil Provincial du Tourisme

FIFARGANE Fédération Interprofessionnelle de la Filière de l'Argane

IRD

Regional Science Academy

Laboratoire SAEDD Sciences Appliquées à l'Environnement et au Développement Durable

RRI Réseau de Recherche sur l'Innovation

REMESS Réseau Marocain d'Economie Sociale et Solidaire

Sommaire

- Présentation générale……
- Smart city : un concept en construction……
- Hypothèse de la ville augmentée : TIC, données ouvertes, Big-Data……
- Entrepreneuriat et innovation comme leviers essentiels de la « Smart City » ……
- Systèmes de gouvernance des « Smart Cities » : rôle de l'intelligence collective……
- La « Smart City » et la délibération citoyenne 2.0 : engagement civique et démocratie participative ? ……
- Tourisme, patrimoine et culture : un vivier d'innovation et d'intelligence territoriale
- « Smart city », Changements Climatiques et Développement Durable : entre pluralité d'enjeux et opportunités de transformation ……
- La ville au service de l'environnement : quelles solutions durables et enjeux contemporains ?……
- Urbanisme, Architecture et Paysage ou « Green Building » : entre modernisation intelligente et préservation d'héritage ……
- Énergie et Mobilité Durable : vers la transformation des contraintes en opportunités de développement ……
- Santé et mode de vie des citoyens : deux leviers de développement à prioriser……
- Les villes marocaines ou l'urgence d'un modèle inclusif et durable de la question migratoire……
- « Smart city » en Afrique : à la recherche d'un modèle pilote ? ……
- Comité de coordination et scientifique ……
- Modalités de participation ……

Présentation générale

Si aujourd'hui la population citadine avoisine 55% de la population mondiale, celle-ci devrait passer à 68% en 2050 (ONU, World Urbanization Prospect, 2018). Ce phénomène d'urbanisation rapide, que ce soit dans les pays développés ou en voie de développement, soulève des défis importants au niveau économique, social mais également environnemental.

Densément peuplée, déconcertante, et de plus en plus technophile, la ville est le champ de toutes les compétitions, les démesures et les controverses. La ville n'est pas un sujet ou un objet comme les autres, encore davantage celui de la « Smart City » dont la révolution technologique récente semble être un facteur fondateur. Elle est une thématique complexe qui invite à la rencontre peu fréquente de disciplines et de paradigmes pluridisciplinaires qu'elles soient des sciences de l'ingénieur et/ou des sciences humaines et sociales. Chacune des disciplines apporte des explications sur dimensions infra-structurelle et supra-structurelle de la ville.

La rhétorique liée à la « ville intelligente » prône un idéal urbain à travers lequel les villes se sont vues attribuer la connotation positive du terme « intelligent ». Il se veut comme une façon de se saisir de la pluridisciplinarité croissante des problématiques liées à la ville. Le concept a le vent en poupe malgré l'absence de vision universellement partagée.

Ainsi, le Centre International de Recherche et de Renforcement de Capacités (CI2RC), en collaboration avec ses partenaires, organise du 12 au 14 mars 2020, à Essaouira, la deuxième édition du congrès International des Territoires Innovants sous le thème « de l'intelligence en ville à la ville intelligente : les nouveaux paradigmes ». L'objectif du congrès est de mener une réflexion multidisciplinaire sur le concept de la ville intelligente, plus précisément sur les soubassements conceptuels et théoriques de la Smart City. Il s'agit aussi de scruter la robustesse de ce paradigme à faire face aux défis contemporains et à relever le défi du développement – social, économique, politique et environnemental.

Smart city : un concept en construction

Aujourd'hui, il n'est plus à démontrer l'intérêt porté, aussi bien par les chercheurs que par les acteurs socio-économiques notamment les décideurs et les acteurs locaux au concept de la Smart City. Les premiers travaux sur les villes intelligentes ont été menés, sous plusieurs angles, depuis les années 1990 grâce à un certain nombre de projets de recherche (Bunnell & Coe, 2001; Doel et Hubbard, 2002; Caragliu, Del Bo, etc.). Nijkamp, 2011; Schaffers et al., 2011; Tranos et Gertner, 2012 ; Chapin, 2012; Groen & Walsh, 2013).

Il en ressort donc que ce thème est devenu un sujet de débat intense et de controverse au cours des dernières années. Étant un phénomène complexe, il constitue aussi un domaine de recherche interdisciplinaire combinant à la fois des approches d'aménagement du territoire (Chapin, 2012), de géographie économique (Bunnell et Coe, 2001), d'économie du savoir (Zygiaris, 2013) et de technologie urbaine (Allwinkle et Cruickshank, 2011; Caragliu et al., 2011; Schaffers et al., 2012) ainsi que du marketing (Doel et Hubbard, 2002). C'est dans cette dernière perspective que certains

chercheurs soulignent même que le terme « Smart City » est excessivement utilisé par un nombre croissant de villes comme étant un label à mobiliser pour construire l'image et la réputation de la ville. Malgré les progrès qui structurent ce champ, la recherche scientifique sur la Smart City est encore en construction. L'absence de l'unanimité, quant à la définition du concept, représente la principale critique et incite la plupart des chercheurs à mettre en évidence de nombreuses facettes et caractéristiques de la ville intelligente. Ces constats nous invitent à formuler un certain nombre de questionnements à savoir : *qu'est-ce que la Smart City ? Quelles sont les principales caractéristiques d'une ville intelligente ? Quelle est la démarche à mettre en œuvre pour stimuler l'intelligence dans la ville ? Quels sont les leviers d'une ville intelligente ?...*

Hypothèse de la ville augmentée : TIC, données ouvertes, Big-Data…

La digitalisation grandissante et la disruption des modèles d'affaires qui en résultent sont abondamment commentés dans la littérature sur les villes intelligentes. De la collecte, ainsi que le traitement et la valorisation des données massives dans des logiques d'interopérabilité et de convergence, il est communément admis que le concept de ville intelligente est indissociable de l'innovation technologique. Cette dernière est reconnue par ses effets d'entraînement et de multiplication d'activistes urbains (Townsend, 2013).

La smart City se présente comme une utopie urbaine tournée vers le numérique généralisé. Elle aussi conçut comme un système, composé d'une multitude de sous-systèmes qui interagissent les uns avec les autres (Rochet, 2014). Toutefois, comme avance Lussault (2007), lorsque le numérique investit le territoire, il ne le fait jamais de façon univoque. Autrement dit, « Digital technologies may produce the best and the worst », selon les dires Rochet (2014). Cependant, devant l'enthousiasme que suscitent les TIC, un important courant de pensée qui cherche à contrer la vision techno centrée sur l'intégration complète des TIC dans le fonctionnement des villes intelligentes (Kitchin, 2015). Ainsi, quelques questionnements se posent, en particulier: *le tout technologique est-il possible dans la ville ? Quels sont les domaines les plus propices à l'intégration de l'Intelligence Artificielle (IA) ? Peut-on maitriser l'équilibre fragile entre IA et l'intelligence des individus et des collectivités?*

Entrepreneuriat et innovation comme leviers essentiels de la « Smart City »

Il n'est plus à démontrer que l'entrepreneuriat et l'innovation sont considérés, très souvent, comme des leviers et des moteurs du développement, du fait qu'ils permettent de créer des emplois et renforcent la croissance économique et la prospérité d'un territoire (Nembot Ndeffo, 2014 ; Julien et al., 2013 ; Fayolle, 2012 ; Janssen, 2009). Bien que la littérature sur les villes intelligentes n'a pas explicité clairement le rôle que la smart city pourra jouer dans la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat, il est clair aujourd'hui que ce phénomène est un vivier pour le développement des opportunités entrepreneuriales notamment avec l'intégration de nouvelles technologies d'information et de communication afin d'améliorer la qualité de vie des citoyens.

Quoi qu'il en soit, il est clair que la compétitivité d'une ville est aujourd'hui déterminée par son caractère innovant et sa force économique. Certains chercheurs ont montré que les villes intelligentes sont beaucoup plus entrepreneuriales que les autres villes (Lombardi et al., 2012; Tranos et Gertner, 2012 ; Bakici et al., 2013). Par ailleurs, en plus d'un label marketing et d'une démarche reposant sur l'intégration des nouvelles technologies dans la ville, la Smart City serait en définitive un espace d'économie innovante et du développement entrepreneurial.

En analysant la littérature sur la ville intelligente, il ressort que l'approche technico-technique cède de plus en plus la place à l'approche centrée davantage sur le capital humain. Le postulat de cette démarche consiste, en plus de l'intégration de la technologie dans la ville, à renforcer le capital social et culturel des citoyens. Ceci permettra de reposer le fonctionnement de la ville intelligente sur trois dimensions technologique, humaine et institutionnelle (Pardo et Nam 2015).

Pour appréhender la relation entre le territoire et l'entrepreneuriat, de nombreuses questions peuvent être posées. Il s'agit principalement de s'interroger sur ***comment repenser le lien entre le territoire et les logiques entrepreneuriales ? Quelles sont les formes d'entrepreneuriat susceptibles d'être développées dans une ville intelligente ? Quelle est la place et le rôle de l'entrepreneuriat et de l'innovation dans la mise en place d'une démarche Smart City ?***

Systèmes de gouvernance des « Smart Cities » : rôle de l'intelligence collective

Si le rôle des TIC dans le fonctionnement des villes intelligentes n'est plus à démontrer, leur pilotage et gouvernance constituent néanmoins un enjeu majeur et complexe. L'amélioration de la qualité de vie des citoyens ainsi que le développement du secteur privé sont au cœur des préoccupations de toutes les parties prenantes de la démarche. A partir de cela, il est évident que la gouvernance des villes intelligentes n'est pas une question technologique, mais elle doit être étudiée comme un processus complexe de changement institutionnel, qui passe par la compréhension politique de la technologie et par une prise en considération des gains économiques et les autres valeurs publiques (Meijer et Boliva, 2016).

La dynamique des valeurs, la complexité des enjeux ainsi que les modalités pratiques de la participation des habitants dans le pilotage de projets de villes intelligentes sont d'une importance cruciale. Imaginer de nouvelles formes de collaboration humaine, en recourant aux TIC pour avoir de meilleurs résultats et des processus de gouvernance plus ouverts, est aujourd'hui plus qu'une nécessité. Un mode de gouvernance basé sur l'intelligence collective semble être une réponse aux enjeux et défis de la ville intelligente. En reprenant Morel et al. (2018), l'intelligence collective est à la fois une capacité à intégrer et faire collaborer les différentes intelligences individuelles, et une capacité collective de résolution de problème complexe et de prise de décision. Notre objectif dans cet axe est de réunir les chercheurs et les praticiens afin de comprendre, d'une manière approfondie, les débats actuels à propos de la gouvernance des villes intelligentes. Ces différents éléments soulèvent un certain nombre de questionnements qui structurent cet axe, en l'occurrence : ***quels sont les facteurs de réussite de la gouvernance des villes intelligentes ? Quels sont les enjeux et les modalités de l'implication des parties prenantes dans les projets de ville intelligente ? Quelles sont les contraintes rencontrées pour mettre en place un mode de gouvernance partenariale entre***

l'ensemble des parties prenantes ? Quels sont les mécanismes et les pratiques mis en œuvre pour impliquer les citoyens dans les projets de ville intelligente ?

La « Smart City » et la délibération citoyenne 2.0 : engagement civique et démocratie participative ?

Dans un contexte de remise en question de la légitimité et l'efficacité de la gestion publique, de l'effritement des rapports hiérarchiques au profit des nouvelles formes d'organisation horizontale, la Smart City est de plus en plus associée, dans la littérature et sur le terrain, à l'amélioration de la participation des citoyens à la vie de leur collectivité, notamment, à l'institution d'une participation citoyenne égalitaire, inclusive, transparente et libre.

Le discours sur la Smart City a pris un tournant participatif après le tournant numérique qui a fait son apparition sur le débat public et universitaire. La maximisation des interactions co-citoyennes et la participation délibérative occupent une place grandissante au sein des conceptions renouvelées de la Smart City. En fait, la numérisation exponentielle croissante (Open data, Big data, open government, plateforme 2.0 de consultation et de pétitionnement) participe dans la redistribution des cartes dans la ville et change le quotidien des urbains en permettant la formulation des alternatives viables et désirables.

Un certain nombre d'interrogations sont soulevées : *quelles sont les nouvelles formes d'organisation citoyennes à l'ère actuelle ? Les technologies, dites intelligentes, permettent-elles de former des foules humaines, des opinions publiques plus intelligentes? Comment les pouvoirs politiques, économiques et médiatiques, réagissent-ils aux mouvements populaires 2.0 ?*

Tourisme, patrimoine et culture : un vivier d'innovation et d'intelligence territoriale

Dans la foulée de l'enthousiasme mondial pour les villes intelligentes, les secteurs de tourisme, patrimoine et culture n'en demeurent pas moins concernés. Ancrés dans le territoire, ces trois secteurs sont souvent envisagés dans une perspective de régénération, de requalification et de restructuration socio-économique urbaine, notamment dans les territoires qui abritaient des secteurs économiques essoufflés ou en transition.

Tourisme, patrimoine et culture présentent un terrain fertile à l'innovation et à l'intelligence territoriale. Ils représentent des enjeux majeurs dans la mesure où la course à l'intelligence entre les villes vise à attirer des visiteurs, des artistes, des créateurs (Florida, 2002), des entreprises, des investisseurs, des résidents, etc.

Les destinations tentent bien que mal d'améliorer l'expérience touristique et de renforcer l'engagement du touriste en même temps que d'accroître de la visibilité de la destination sur l'ensemble des plateformes numériques. À ce jour, un grand nombre de destinations se disent ouvertement intelligentes ou envisagent de le devenir. Malgré que parfois, la distorsion peut s'avérer majeure entre l'image qui est projetée, induite par le branding, et la réalité sur le terrain. Cependant,

quelle articulation existe-t-elle entre la culture et le patrimoine dans le cadre de la destination intelligente ? Comment peut-on repenser la Smart destination à l'ère du digital ? Que change dans l'expérience touristique, culturelle et patrimoniale ? Quelles sont les formes de concurrences à l'ère de la Smart City ?

« Smart city », Changements Climatiques et Développement Durable : entre pluralité d'enjeux et opportunités de transformation

Le climat se réchauffe et les conséquences sur le système physique sont déjà visibles. Par ailleurs, les preuves, qui indiquent que l'influence humaine en est la cause principale, sont irréfutables (IPCC, 2014).

Les villes se retrouvent aux premières lignes de réflexion sur les stratégies d'adaptation et/ou d'atténuation pour lutter contre les changements climatiques. Les villes rassemblant la moitié de la population mondiale, produisent à elles seules 70 % de tous les gaz à effet de serre (GES) émis sur la planète (WWF, 2018). L'évolution démographique et la concentration croissante des populations dans les villes mettent les acteurs politiques face à l'obligation d'optimiser leurs ressources pour limiter l'impact de ces tendances sur l'environnement qui se détériore avec le changement climatique. La ville intelligente est souvent perçue comme le concept à opérationnaliser pour régler la plupart des problèmes, enjeux et défis urbains actuels, entre autres, la gestion des déchets, la réduction de la consommation d'énergie, le traitement de d'eau, la facilitation des déplacements urbains et mobilité urbaine intelligente. La « smart city » pourrait être pensée comme un outil ou un facteur pour stimuler la rencontre fructueuse de l'intelligence des individus et des collectivités avec de l'innovation pour mettre en œuvre des procédés à haute valeur environnementale et sociale. Dans cette mouvance, le citoyen en général doit contribuer aux changements, commençant par son mode de vie, son habitat, son quartier, sa ville, et son territoire. Ceci est réalisable, en adoptant une démarche proactive, basée sur la co-création et l'intelligence collective. *Dans cette optique, une panoplie de questions se pose : quels sont les impacts des changements climatiques sur les villes et sur la population en ville ? Comment, à travers la lutte contre les changements climatiques, peut-on créer des opportunités de développement dans les villes ? Quel rôle de l'intelligence collective dans le développement durable ? Quelle est la place de l'éco-innovation comme générateur de solutions pertinentes, fondées tant sur des études scientifiques, des mécanismes institutionnels et sur des dispositifs de marché ?*

La ville au service de l'environnement : quelles solutions durables et enjeux contemporains ?

La conversion de la surface terrestre de la Terre en zones urbaines est l'un des impacts humains les plus irréversibles sur la biosphère mondiale. L'urbanisation intensive accélère la perte des terres agricoles productives, affecte la demande en énergie, perturbe le climat, modifie les cycles hydrologiques et biogéochimiques, fragmente les habitats, réduit le couvert végétal et la biodiversité et génère différents types de pollutions.

La gestion des déchets solides, le traitement et la réutilisation des eaux, la pollution de l'air, la diminution des émissions de gaz à effet de serre ainsi que la préservation des ressources et de biodiversité sont des défis majeurs pour l'humanité. Les conséquences pèseront des multiples impacts sur les écosystèmes, sur la santé humaine, sur les ressources naturelles, sur les cultures agricoles, sur les systèmes côtiers..., et, partant, sur l'économie mondiale.
Une réflexion globale sur les perspectives de recherche est désormais indisponible. *Quelles sont les principales thématiques de recherche et de débats sur la ville et ses enjeux environnementaux? À quoi renvoient exactement « végétalisation des villes », « agriculture urbaine» en tant que solutions ? Quelle est la portée et quels sont les enjeux de l'éco-responsalité pour l'action publique ? Quelles sont les difficultés rencontrées par les chercheurs et les gestionnaires pour prendre en compte les dimensions écologiques dans les projets et les plans de développement?*

Urbanisme, Architecture et Paysage ou « Green Building » : entre modernisation intelligente et préservation d'héritage

Aujourd'hui, les défis d'urbanisation sont nombreux: surpopulation, changement climatique, qualité de l'environnement, accès à l'énergie, etc. La planification urbaine doit repenser la manière de fournir à la population les services de base et ce, de façon durable et à un coût abordable. L'urbanisation, l'architecture et paysage sont à la croisée d'enjeux économiques, sociétaux et environnementaux. Sur le terrain, il s'agit de dynamiser des territoires, de réhabiliter des habitats, de créer de la mixité sociale, toujours dans une perspective de développement durable.
Les villes poussent comme des sortes de plantes. Certaines d'entre elles, comme les médinas au Maroc, semblent être formées sans un schéma ou logique structurante. *S'agit-il vraiment du hasard ou plutôt des contraintes locales, historiques et techniques ?*
D'autres villes, sont plus modernes, suivant des normes architecturales au travers de performances techniques, économiques et environnementales du bâtiment, intégrant une dimension sensible et créative. Les nouvelles technologies participent aujourd'hui à la modélisation des villes, qualifiées intégrant les nouveaux investissements financiers, sociaux, structurels, énergétiques et en termes de flux (humains, matériels, d'information) croisant de nouveaux principes énoncés de développement économique durable, de qualité de vie et de participation citoyenne. Suivant cette optique, les villes doivent développer de nouvelles politiques ambitieuses ainsi que des outils pertinents permettant la modélisation des données d'un bâtiment et répondant aux contraintes du Green Building.
La conception des politiques de la ville nécessite une mission de planification partagée, entre les architectes, les urbanistes, et les collectivités territoriales, misant sur l'intelligence collective. *Alors, comment peut-on tenir en compte de l'importance du paysage, la nature et la biodiversité pour rendre les villes plus résilientes aux changements globaux ? Comment l'architecte et le paysagiste peuvent travailler en collaboration avec les décideurs pour mettre en place un plan d'aménagement moderne, écologique et résilient ? Comment les TIC peuvent améliorer l'habitat et le mode de vie de la population en ville ?*

Énergie et Mobilité Durable : vers la transformation des contraintes en opportunités de développement

La production et la consommation d'énergie sont sans équivoque à l'origine de nombreux problèmes environnementaux, tels les changements climatiques actuels. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'urbanisation croissante devrait faire augmenter considérablement la part des gaz à effet de serre (GES) émis par les villes dans les décennies à venir. Pour 2030, l'aie prévoit que 76 % des GES produits uniquement à partir de la consommation d'énergie proviendront des villes.
Les zones urbaines représentent, à l'heure actuelle, 10 % de la surface terrestre, une proportion qui ne cesse de croître. Les agglomérations consomment environ 65 % de l'énergie primaire disponible et comptent pour environ 70 % des émissions de GES, essentiellement dues à la fourniture d'énergie pour l'éclairage, le chauffage, le froid et les transports.
Grâce aux nouvelles technologies, les « Smart Cities » pourraient avoir un contrôle en temps réel de leurs consommations énergétiques et ainsi réaliser des économies positives, à la fois pour leurs finances que pour l'environnement. Une gouvernance centralisée et planifiée, utilisant les Big data et solutions collaboratives, est aussi indispensable pour améliorer à la fois la qualité de vie, l'environnement et favoriser le développement économique des citoyens en ville.
Ceci nous incite à mettre le point sur le besoin incontournable en innovations technologique, en efficacité énergétique et énergies renouvelables. *Dans quelle mesure la problématique de l'énergie se pose et compromit le développent dans les villes ? Est-ce que les décideurs et la population en ville sont prédisposés à investir en énergie propre ?*
La mobilité quant à elle, considérée comme moteur de développement socio-économique, doit s'inscrire dans l'objectif de concevoir un écosystème des transports ponctuels, disponible, performant, sécuritaire et interconnecté, qui contribuent à la prospérité des villes et répondent aux besoins actuels et futurs des citoyens et des acteurs économiques. Une vision de mobilité durable sera de plus en plus envisageable. L'innovation dans les techniques d'information et de communication sera de plus en plus indispensable, mettant le citoyen ainsi que le tissu économique de la ville au centre des préoccupations de toutes les parties prenantes concernées par les questions de mobilité. *Mais à quel point les citoyens et les décideurs sont prêts à utiliser et s'investir pour une mobilité durable en ville ? Quel est le rôle des chercheurs ? Comment l'innovation et les TIC peuvent être des moteurs de changement de mode de mobilité en ville ?*

Santé et mode de vie des citoyens : deux leviers de développement à prioriser

Le bien-être économique et social des populations est fortement tributaire de l'efficacité à répondre à leurs besoins spécifiques, malgré les contraintes issues du déséquilibre climatique, l'explosion démographique, la mondialisation, l'exploitation et la gestion irrationnelle des ressources. Le modèle de consommation actuel fait peser sur la population les menaces, de vulnérabilité, famines, épidémies, atteintes à la biodiversité et catastrophes naturelles.

Si dans le passé, la santé des individus était considérée juste comme indicateur du bien-être physique et mental. Aujourd'hui, dans le contexte du développement durable, la santé doit être considérée comme étant la résultante des interactions entre l'Environnement biophysique, social et économique. Il est donc crucial de se concentrer, à la fois, sur la composante économique, sociale et écologique de la santé, tant pour les segments pauvres et vulnérables que pour l'ensemble de la population, en vue d'édifier des sociétés ouvertes, justes, productives et saines. En septembre 2015, les 193 États membres de l'ONU sont convenu d'atteindre à l'horizon 2030, 17 objectifs de développement durable (ODD). Le 3ème objectif est spécifiquement consacré à la santé et au bien-être. Il vise à permettre à tous de vivre en bonne santé et à promouvoir le bien-être de tous à tout âge. Le mode de vie quant à lui contribue en bien ou en mal à la santé. Les modes de vie des individus, comprenant leurs habitudes de vie, leurs comportements, leurs relations sociales et leur qualité de vie, sont influencés par les environnements dans lesquels ils évoluent. Dans cette mouvance, la ville doit être construite tenant compte des besoins de la population dans tous les domaines (forte demande sociale pour une meilleure santé, des modes de déplacement doux, plus de nature en ville, des circuits courts pour l'alimentation, une plus grande proximité entre les lieux de travail, de loisirs et d'habitation, avec possibilité de création d'emplois locaux et durables). *Ceci nous amène à poser la question sur* ***le rôle de l'intelligence pour améliorer le mode de vie et la santé des citoyens ? Et comment rendre le citoyen, à la fois, acteur central et centre de préoccupations de la ville intelligente ?***

Les villes marocaines ou l'urgence d'un modèle inclusif et durable de la question migratoire

Les villes marocaines, territoires d'immigration et d'émigration, présentent un cas d'étude intéressant du fait qu'elles sont , durant ces dernières décennies, le théâtre d'un nouveau phénomène,. Elles sont devenues des territoires de sédentarisation après qu'elles ont été longtemps des territoires de transit pour les ressortissants subsahariens. Ces ressortissants, en double peine, car, contraints de quitter leurs pays d'origine, à cause de plusieurs facteurs répulsifs : pauvreté, le chômage, déflation, instabilité politique et économique, etc., et à la recherche d'une vie meilleure au péril de leur vie, dans des pays en voie de développement qui peine à trouver une croissance économique soutenue dont les villes souffrent de plusieurs maux : sentiment d'insécurité, insuffisances récurrentes de l'offre de transports, accroissement des personnes sans-abris fixes, etc.

Régularisés ou clandestins, temporaires ou définitifs, qualifiés ou peu, les flux des migrants subsahariens dans les villes marocaines a tendance à augmenter et être visible et s'imposer comme une vraie problématique multidimensionnelle, sociale, économique et urbaine, à gérer. Plusieurs questions se posent donc : ***Les villes marocaines sont-elles en mesure d'offrir les conditions décentes pour l'accueil et l'insertion en termes de logement, d'éducation et de médications de ces nouveaux acteurs ? Quels sont les enjeux d'ordre culturel, ethnoculturel et linguistique pour les villes marocaines ? Y a-t-il un modèle inspirant à suivre pour les villes marocaines pour gérer cette problématique d'immigration ?***

« Smart city » en Afrique : à la recherche d'un modèle pilote ?

D'après les prévisions d'ONU-Habitat, 600 millions d'Africains seront des citadins en 2025 et, 60 % des 1,5 milliard de citoyens du continent habiteront dans les centres urbains, à l'horizon 2050. Pour supporter cet essor démographique qui s'accompagnera de l'amplification des défis pour les gouvernements, mais aussi pour les acteurs locaux, les villes du continent sont dans la nécessité de repenser leur modèle de gestion afin d'offrir aux citoyens des moyens, des infrastructures et des services publics plus adaptés matière de logement, de prestations de services de base comme l'accès à l'eau, les transports, l'approvisionnement en énergie ou la gestion des déchets, etc. Dans cette perspective le concept de ville intelligente ou « *Smart City* » semble être un choix pour répondre à ces défis, mais aussi et surtout comme une opportunité pour faire prospérer l'économie numérique et le tissu entrepreneurial. D'ailleurs, il existe des initiatives d'envergure à l'échelle du continent, en l'occurrence le projet Smart Africa, qui vise à promouvoir l'utilisation des TIC comme moteur de croissance économique et de création de richesse.

La création de Smart Africa montre la détermination et l'engagement des décideurs africains pour mettre en place un environnement propice pour le développement des initiatives de Smart City et d'encourager une économie pilotée par les TIC. L'objectif de cet axe est de réunir les chercheurs, les élus et les acteurs locaux des différentes villes d'Afrique afin de débattre la meilleure façon et la démarche à suivre pour transformer les villes africaines en villes intelligentes. Il serait également l'occasion de partager des expériences réussies (Success story) au niveau du continent en matière de Smart city .

Comités

Comité de coordination

- KAHIME Kholoud, École Supérieure de Technologie, Université Cadi Ayyad (Maroc)
- SAFAA Larbi, École Supérieure de Technologie, Université Cadi Ayyad (Maroc)
- ZAHIR Mustapha, École Supérieure de Technologie, Université Cadi Ayyad (Maroc)

Comité scientifique

- ALAOUI Abdallah – Université d'Auvergne (France)
- BALAGHI Riad, Institut National de Recherche Agronomique, Rabat, (Maroc)
- BARKOUCH Yassir, Université Cadi Ayyad, (Maroc)
- BARMAKI Loubna, Université Mohamed V, (Maroc)
- BEDARD François – UQAM – Montréal, (Canada)
- BEN SLIMANE Sonia, ESCP, RRI
- BENCHARF Omar - Sciences des données, Université Cadi Ayyad, (Maroc)

- BENMARZOUG Mohamed, Université Cadi Ayyad (Maroc)
- BENSALEM Abdelkrim, Université Mohamed V, (Maroc)
- BIDAN Marc – Université de Nantes, France)
- BOUDIAF Abdelghani, Université Cadi Ayyad, (Maroc)
- BOUNOUA Lahouari, NASA, (USA)
- CASADELLA Vanessa, Université Picardie Jules Verne, RRI
- CHABOUD Didier, Université Paris 1 Panthéon Sorbone (France)
- CHARHADDINE Imane, Université Cadi Ayyad (Maroc)
- CHATOUI Hicham, UPM, (Maroc)
- CHEHBOUNI Ahmed, Université Cadi Ayyad, (Maroc)
- CHEHBOUNI Ghani, IRD, (France)
- DEPRET Marc-Hubert, Université de Poitiers, (France)
- EL AGY Majda, Université Cadi Ayyad (Maroc)
- EL HIDAN Aabdlmounaim, Unversité Ibn Zohr, (Maroc)
- EL HOUSNI Khalid, Université Cadi Ayyad, (Maroc)
- EL KALAY Khalid, Université Cadi Ayyad, (Maroc)
- ELHIBA Omar, Université Chouaib Doukali, (Maroc)
- FAYOLLE Alain - Université de Lyon 3 (France)
- FICHEZ Renaud, IRD, (France)
- HAMDOUCH Abdelillah, Polytechnic School - University of Tours, (France)
- KAHIME Kholoud, Université Cadi Ayyad (Maroc)
- KHALIL Karima, Université Cadi Ayyad, (Maroc)
- KHATTABI Abdelatif, École Nationale Forestière d'Ingénieurs, Rabat, (Maroc)
- KHOMSI Mohamed Reda– Université du Québec à Montréal (Canada)
- LANQUAR Robert - ESC La Rochelle - (France)
- LEBZAR Bouchra - ENCG Marrakech, (Maroc)
- LISSANEDDINE Abdelilah, Université Cadi Ayyad, (Maroc)
- LOUITRI Abdenbi - Université Cadi Ayyad (Maroc)
- MANDI Leila, Université Cadi Ayyad, (Maroc)
- MERZOUKI Mohamed, Université Sultan Moulay Slimane, (Maroc)
- MESSOULI Mohamed, Université Cadi Ayyad, (Maroc)
- MEITE Youssouf, Université d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
- MEZZOURH Soufiane – Emerging Business Academy, Marrakech (Maroc)
- MINTZ Nazia Habib, Université de Harvard, (UAE)
- MOUTEI Abdessamad, Institut Supe□rieur de l'Information et de la Communication,(Maroc)
- NAKARA Walid, Université de Montpellier, (France)
- NIJKAMP Peter, Adam Mickiewicz University, (Poland)
- OUAHMANE Lahcen , Université Cadi Ayyad, (Maroc)
- OUARSAFI Nabil – Université Hassan 1er – Settat, (Maroc)
- PACITTO Jean Claude, Université Paris Est (France)
- PELET Jean-Eric - Université de Nantes - (France)
- PRATLONG Florent, Université Paris 1 Pantheon Sorbone, (France)

- **RADOINE Hassan**, Mohammed VI Polytechnic University, (Maroc)
- **RADU-LEFEBVRE Miruna**, Audencia Business School (France)
- **RAGHAY Said** - Sciences des données, FSTG, Université Cadi Ayyad (Maroc)
- **RASSILI Nabil Ahmed**, CRM Group, (Belgique)
- **RIGAR Sidi Mohamed,** Université Cadi Ayyad, (Maroc)
- **SAHRAOUI Doha** - Université Cadi Ayyad (Maroc)
- **SAIR Aziz** - ENCG Agadir, (Maroc)
- **SALAH BABA Arwata**, Université Privée de Marrakech
- **SAMMUT Sylvie**, Université Montpellier (France)
- **SERENO Denis**, IRD, (France)
- **SIDMOU Mohamed Larbi**, Université Cadi Ayyad (Maroc)
- **SZOSTAK Bérangère**, Université de Lorraine, BETA, RRI.
- **TAPSOBA Lassané** - Université Aube Nouvelle, (Burkina faso)
- **THOMPSON Simon,** Université de Sussex, (UK)
- **TOUNSI Abdessamad,** Université Sultan Moulay Slimane, (Maroc)

Chargés des affaires administratives et logistiques

- **EL GHALMI Saloua**, Fondation Freidrich Naumman
- **HADACH Mohamed**, EST, Université Cadi Ayyad (Maroc)

Modalités de participation

Calendrier

- **20 Septembre 2019** : Lancement de l'appel à communications
- **20 Décembre 2019** : Date limite de réception des intentions de communication
- **12 Janvier 2020** : Notification des avis du Comité scientifique aux auteurs
- **Du 12 au 14 Mars 2020** : Date du congrès

Procédure de soumission

Les intentions de communication doivent obligatoirement contenir les éléments suivants :

- L'enjeu de la recherche, la problématique, le cadre théorique, la méthodologie, les principaux résultats, les éléments de discussion et les principales références bibliographiques.
- Le format de soumission des communications doit respecter les instructions suivantes : 1500 mots maximum, Times New Roman 12, interligne simple :
- Sur la première page figurent les noms et qualités du ou des auteurs, l'adresse électronique, le titre de la communication, et 4 à 5 mots-clés.
- Les propositions sont à adresser (sous format Word) à : citi2020.congres@gmail.com

Type de présentation

Trois catégories de présentation sont prévues :

- Conférences plénières et tables rondes
- Communication orale
- Poster

Publication des actes

Les articles retenus après évaluation anonyme seront considérés pour publication :

- Dossier thématique – Revue Études caribéennes
- Ouvrage collectif
- Autres revues internationales sont en cours de confirmation

Frais d'inscription et de participation

Les participants doivent être préalablement inscrits et la présence d'au moins un des auteurs est requise par communication.

Avant le 20 janvier 2020:

- Chercheurs et Professionnels : 1200 MAD (120 euros)
- Étudiants : 600 MAD (60 euros)
- Accompagnant : 600 MAD (60 euros)

Après le 20 Janvier 2020 :

- Chercheurs et Professionnels : 1500 MAD (150 euros)
- Étudiants : 700 MAD (70 euros)
- Accompagnant : 700 MAD (70 euros)

L'inscription inclut :

- Accès aux différentes sessions du Congrès + Documentation du Congrès
- Restauration et pause-café
- Des frais additionnels pourront être requis pour les activités optionnelles (dîner, Visites...).